

profil



Chaïbou DADI / Adamou FODI

Évaluation de la stratégie et du programme de pays FIDA au Niger

Depuis 1980, le FIDA a financé 14 projets de développement rural au Niger pour un coût total de 739,4 millions d'USD, dont 350,8 millions d'USD (soit 47,4 %) de prêts et dons FIDA. Le FIDA a préparé trois programmes d'options stratégiques (COSOP selon le sigle anglais) en 1999, 2005 et 2012.

En 2020, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a effectué sa seconde évaluation de la stratégie et du programme de pays au Niger (la première fut achevée en 2011). Cette évaluation couvre la période 2011-2020, ce qui correspond à la période terminale du COSOP 2005 et à la mise en œuvre du COSOP 2012.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

Dans un contexte caractérisé par la fragilité (crises de production récurrentes, sécheresse, conflits dans les zones frontalières), le programme appuyé par le FIDA a contribué à augmenter la résilience des ménages et des communautés. Les interventions sur la production (pluviale et irriguée), la qualité des semences et l'approvisionnement en intrants ont permis d'augmenter les rendements et de réduire les risques liés aux aléas climatiques.

La stratégie d'intervention pour l'amélioration de la productivité agricole et la restauration des terres agricoles,

pastorales et forestières a donné de bons résultats immédiats mais n'a pas encore suivi une approche intégrée dans le paysage. La petite irrigation a permis aux petits agriculteurs d'intensifier la production en exploitant les nappes superficielles, alors que c'est la valorisation durable des eaux souterraines qui permettrait de faire face aux aléas climatiques.

Le programme a porté une attention croissante sur la dynamisation des échanges et de la commercialisation des produits agricoles. Les projets ont construit des infrastructures de marché, construit ou réhabilité des pistes afin de mieux acheminer les produits et ont appuyé, plus récemment, les échanges transfrontaliers. Les projets ont aussi mis l'accent sur la création de *hadin gwiwa*, des groupements de représentants des parties prenantes (producteurs, commerçants, transporteurs, distributeurs) autour des marchés.

Toutefois, seuls cinq marchés de demi-gros ont été construits sur les 16 prévus et leur construction a consommé un budget beaucoup plus élevé que prévu. Les informations disponibles témoignent du potentiel des pôles de production pour améliorer les prix au producteur, surtout grâce à l'augmentation de la concurrence entre les commerçants. Il aurait été judicieux de mener une analyse plus détaillée avant la mise à échelle.

L'évaluation a observé une réduction de l'attention portée aux investissements dans l'infrastructure de base et aux petites activités génératrices de revenus adaptées aux plus pauvres, aux femmes et aux jeunes. L'absorption budgétaire importante des infrastructures liées aux pôles de développement économique a réduit l'attention et les ressources destinées aux infrastructures et services de base (santé, adduction d'eau potable, alphabétisation fonctionnelle). Elle a aussi réduit l'emphase sur certaines activités génératrices de revenus (petits ruminants, volaille) qui, même modestes du point de vue financier, sont adaptées aux exigences des femmes ou des personnes avec un accès restreint ou inexistant à la terre et aux capitaux de production. Le tout dernier projet PRECIS prévoit des interventions sur la nutrition, l'hygiène des ménages, l'appui aux centres d'alphabétisation fonctionnelle.

Le programme a réussi la transition vers un alignement sur les priorités des stratégies nationales, telles que l'Initiative « les Nigériens nourrissent les Nigériens » (I3N) adoptée par le gouvernement en 2012, qui vise l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en mettant l'accent sur une petite agriculture familiale plus productive et résiliente. Pourtant, la transition des projets individuels vers une approche programme n'est pas encore achevée. L'intégration des activités héritées des différents projets a été un premier pas, même si l'on a davantage assisté à la gestion de plusieurs projets par une seule équipe qu'à la mise en place d'un véritable programme intégré. Deux éléments essentiels à l'intégration mais nécessitant plus d'attention sont : i) l'importance d'étudier les expériences et les résultats et de consolider les acquis avant de poursuivre l'extension géographique du programme ; ii) la préparation d'un plan d'action pour l'ensemble du programme (lié à une « théorie du changement ») afin de traduire la stratégie de pays (COSOP) en actions concrètes.

Le programme a mis en place des efforts considérables pour élargir et diversifier les partenariats et pour créer des liens avec les processus de décisions sur les politiques publiques. Mais il n'a pas suffisamment fait remonter les expériences des projets afin d'enrichir les débats sur les politiques.

NIGER EN CHIFFRES

Population: **23,3 millions d'habitants (2019)**

Proportion rurale: **83 % (2019)**

Produit intérieur brut (PIB) par habitant: **411,7 d'USD (courants ; Banque mondiale, 2019)**

Secteur agricole, valeur ajoutée du PIB: **39,2 %**

L'indice de développement humain du Niger est de **0,377 (2018), au dernier rang parmi 189 pays et territoires.**

Taux de prévalence du retard de croissance (stunting): **47,8 % en 2018 (54,8 % en 2006)**

Sources: Banque mondiale, PNUD.

Recommandations principales

- **Recommandation 1:** Compléter la transition vers une approche programme intégrée. Il sera important : i) d'affiner le ciblage géographique du programme et de donner la priorité à la consolidation des acquis ; ii) de rédiger un plan d'action et de mise en œuvre du COSOP pour orienter les investissements ainsi que les activités hors prêts ; iii) de veiller à l'intégration des activités appuyées par le programme dans les plans de développement régionaux et des communes.
- **Recommandation 2:** Examiner à nouveau les approches adoptées pour les pôles de développement économique et pour l'appui aux chaînes de valeur. Il sera important de : i) réaliser une étude de la performance des pôles existants et de leurs effets sur les petits producteurs avant la mise à échelle par de nouveaux pôles ; ii) lancer un exercice participatif pour identifier les chaînes de valeur plus pertinentes pour les petits producteurs et les goulets d'étranglement à leur inclusion ; et iii) prêter une attention spéciale à la gouvernance des chaînes de valeur et au renforcement du pouvoir contractuel des petits producteurs.
- **Recommandation 3:** Rétablir un équilibre entre les grands investissements structurants pour la création des pôles de développement économique et les interventions appuyant les infrastructures de base et les activités de génération de revenus visant les plus pauvres, dont les femmes.
- **Recommandation 4:** Accorder une attention particulière à des approches mieux intégrées pour l'appui à la production agricole, à la gestion et protection des ressources naturelles et à l'adaptation aux changements climatiques. Cette approche devrait inclure une perspective de gestion de conflits.
- **Recommandation 5:** Passer en revue les approches d'appui aux petites entreprises qui peuvent notamment bénéficier aux jeunes. Des opportunités existent dans le contexte des pôles de développement économique (p. ex., entreprises prestataires de services à la production, à la transformation et à la commercialisation) ainsi que du développement de l'infrastructure (p. ex., entreprises locales de construction et d'entretien).

Informations complémentaires:

Niger, Évaluation de la stratégie et du programme de pays, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, Via Paolo di Dono, 00142 Rome, Italy | www.ifad.org/evaluation | e-mail: evaluation@ifad.org | [www.twitter.com/IFADeval](https://twitter.com/IFADeval) | www.youtube.com/IFADevaluation